

## ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE N°174/2025

Objet : **Voirie – Réglementation temporaire du stationnement et de la circulation pour la Noctambule du 6 décembre 2025**

La MAIRE de CHAUCONIN-NEUFMONTIERS,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

**VU** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18, R 411.25 à R 411.28 et R 422.4;

**VU** le code de la voirie routière et notamment l'article R 141-3 ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue - approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié) ;

**VU** la délibération prise par le Conseil Municipal en date du 17 juin 2025 afin d'instaurer une redevance d'occupation du domaine public dans le cadre de travaux ;

**Considérant** la demande présentée le 18 novembre par l'association team ex-aequo représentée par sa présidente, Caroline DEWAËLE, en vue d'obtenir l'autorisation d'occuper certains emplacements pour l'organisation et le déroulement de la noctambule du 6 décembre 2025.

**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité des intervenants, des usagers de la voie publique et la sécurité des riverains ;

**Considérant** que pour des raisons de sécurité il y a lieu d'interdire le stationnement et la circulation des véhicules dans certaines rues et places,

### ARRETE

#### ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET

Un trail est organisé par la Team ex-aequo, le samedi 6 décembre 2025 entre 14h et 23h.

#### ARTICLE 2 : MESURES DE STATIONNEMENT

Le stationnement est interdit, place de l'église, allée des Tilleuls et chemin du cimetière le samedi 6 décembre de 7h à 23h.

#### ARTICLE 2 : MESURES DE CIRCULATION

- La circulation est interdite place de l'église, allée des Tilleuls, chemin du cimetière le samedi 6 décembre de 7h à 23h.
- La circulation est interdite route d'Ivernny samedi 6 décembre de 14h à 23h.
- Seuls les véhicules de secours, les véhicules des services municipaux et les véhicules nécessaires à la manifestation pourront emprunter ces rues et places.

#### ARTICLE 4 : SIGNALISATION

Les barrières et signalisations divers nécessaires seront installées et retirées par les services municipaux. L'organisateur se charge de la gestion de ces dispositifs durant la manifestation.

#### ARTICLE 5 : REMISE EN ÉTAT

Les participants devront remettre en état les lieux à la fin de la journée.

#### ARTICLE 6 : SANCTIONS

Des poursuites judiciaires seront systématiquement engagées à l'encontre des fraudeurs.

#### ARTICLE 7 : EXECUTION

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Seine et Marne est habilité à prendre, en cas d'urgence, toutes mesures propres à assurer la circulation et la sécurité publique.

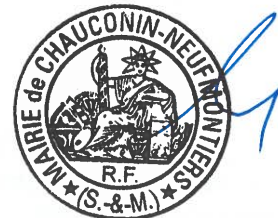
ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique  
(dipn77-meaux-sisp-boe@interieur.gouv.fr)
- Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours  
(di-meaux@sdis77.fr)
- L'Agence Routière Départementale de Meaux-Villenoy  
(ard-meaux-villenoy@departement77.fr)
- L'ASVP de la Commune (asvp@chauconin-neufmontiers.fr)
- La sous-préfecture de Seine et Marne
- Madame Caroline DEWAËLE, présidente de l'association (lexa@qb@gmail.com)
- Le Président du TTCN

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

CHAUCONIN-NEUFMONTIERS, le **19 novembre 2025**

La Maire,  
Marie LEAL



*Notifié le*

Cette décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Melun (77000) 43 rue du Gal de Gaulle dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).